

**BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE
SCIENCES MÉDICO-SOCIALES
SESSION 2006****Épreuve de Sciences Sanitaires et Sociales - Économie**

Durée : 5 heures

Coefficient 9

Partie ÉCONOMIE

Durée : 1 heure

Coefficient 1

Calculatrice interdite

Première Partie : Vocabulaire et concepts (8 points)

Définissez les concepts suivants :

- Épargne
- Ménage
- Revenu disponible
- Circuit économique

Deuxième Partie : Commentaire et analyse d'un document (12 points)

À l'aide de vos connaissances et du document joint, vous montrerez l'influence des secteurs de la santé, de la recherche et de l'éducation sur l'activité économique. Puis vous présenterez les solutions de financement de ces secteurs, en mettant en évidence leurs avantages et leurs limites.

Vous apporterez une attention particulière à la rédaction de vos réponses argumentées en évitant de paraphraser le support documentaire.

DOCUMENT

Le financement public des services essentiels

[...] Pourquoi doit-on contenir les dépenses d'éducation alors qu'on cherche au contraire à encourager les dépenses de biens de consommation ? La raison en est simple : les Français achètent directement leur voiture, alors que l'essentiel de leurs dépenses de santé ou d'éducation passe par les impôts et les charges sociales. Or, toute dépense publique est aujourd'hui considérée comme un fardeau à éviter. [...]

C'est que non seulement ces secteurs sont importants en eux-mêmes, mais de leur bonne tenue dépend également la santé du reste de l'économie : on travaille mieux quand on est en bonne santé ; on est plus productif quand on est bien formé ; la recherche fondamentale et appliquée est à l'origine des innovations de demain. Développer ces secteurs, c'est donc aussi améliorer le fonctionnement de toute notre économie.

Pourtant en France, la volonté de réduire les dépenses publiques bride ces secteurs. Paradoxalement, alors que nous sommes de plus en plus riches, les malades se retrouvent dans des hôpitaux en situation de pénurie. Les chercheurs font face à un manque chronique de moyens. La rentrée actuelle montre qu'il existe des insuffisances de l'école publique qui poussent les parents à orienter leurs enfants vers l'école privée. La « demande » dans ces secteurs est donc loin d'être satisfaite, et les Français sont prêts à y dépenser plus. Cette demande non satisfaite constitue un réel potentiel de croissance et de création d'emplois, à l'heure où les gouvernements cherchent désespérément à développer d'autres secteurs dans lesquels la demande est moins pressante.

Deux voies permettraient de sortir de cette impasse. La première consiste à autoriser et encourager les acteurs privés à remplacer le secteur public aujourd'hui incapable de faire face à l'augmentation de la demande : cliniques privées, assurances médicales privées, écoles privées, encouragement du financement privé de la recherche. C'est la voie qu'ont suivie les États-Unis, qui dépensent beaucoup plus que nous dans ces secteurs, avec un financement largement privé. C'est également la voie qui est privilégiée aujourd'hui en France.

La seconde consiste à reconnaître et accepter que la demande dans ces secteurs augmente, et qu'elle est appelée à croître encore à l'avenir. Financer le développement de ces activités par la dépense publique est possible, mais implique évidemment un abandon de la politique de réduction des dépenses publiques.

Si l'on se dirigeait aujourd'hui vers un système privé de type américain, où la qualité des services de santé, de justice et d'enseignement dépend du revenu de chacun, le fossé entre gagnants et perdants s'élargirait encore un peu plus. En revanche, le financement public des services essentiels (santé, éducation, justice, aide au logement...) par un impôt sur le revenu augmenté et rénové, remplaçant d'autres prélèvements et taxant de manière progressive les revenus du travail comme ceux du capital, serait un outil idéal pour corriger ces inégalités. Au besoin, cette réforme ne serait d'ailleurs pas incompatible avec l'ouverture aux acteurs privés d'autres secteurs, jugés moins sensibles en termes de cohésion sociale. [...]

Stéphane Hallegatte et François Gusciora
Economistes au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement
Libération.fr lundi 19 septembre 2005